

Participer au débat sur le nucléaire

Françoise Lafaye, ethnologue, École Nationale des Travaux Publics de l'État

Participer au débat sur le nucléaire peut se faire de plusieurs façons : de la mobilisation à la participation à des dispositifs qui lui sont dédiés, en passant par le simple accueil d'un équipement sur son territoire. Les sciences humaines et sociales (SHS) se sont longtemps intéressées aux mouvements de contestation du nucléaire pour progressivement analyser d'autres aspects sociaux et politiques de cette manière de produire de l'électricité. Qu'ils étudient des habitants qui vont devoir intégrer cette mono-industrie particulière à leur univers quotidien ou les différents acteurs qui prennent part au débat public, les chercheurs mettent alors en exergue une multitude de conceptions du nucléaire qui poussent les premiers à agir ou à s'affronter dans l'espace public, dans le cas des seconds.

Développer une production énergétique contestée

Comme toute science et technique, le nucléaire et sa mise en œuvre en appellent à des dimensions qui dépassent celle de la simple technique. C'est de ces dimensions : du social au politique, en passant par le culturel et l'économique, que s'emparent les chercheurs en SHS. Ces chercheurs envisagent alors le nucléaire à différentes périodes de son histoire et à des échelles qui peuvent aller du global au local, intégrant des éléments de contextes nationaux ou internationaux qui supposent des politiques spécifiques à l'égard du nucléaire, mais aussi des cadres législatifs et institutionnels particuliers.

Ainsi, alors que l'Allemagne planifie l'arrêt de sa production civile d'électricité en 2022, la France en fait un fleuron de son industrie et défend cet élément fort de son rayonnement et de son identité nationale. Gabrielle Hecht [1] a montré comment la fusion des choix politique et technologique, sous les auspices du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et d'Électricité de France (EDF), a conduit à cette exception technologique française^(a). Dans cet article, nous montrerons comment différentes conceptions du nucléaire continuent de s'opposer dans l'espace public, mais s'incarnent aussi dans une multitude de discours et de manières d'agir.

En France, les représentations du nucléaire ont changé au fil du temps. Il a d'abord été considéré comme une source positive et valorisée de soins : des rayons X utilisés à la fin du XIX^e siècle dans les premiers services de radiologie au radium mobilisé pour soigner les infections cutanées. Les publicités du début du XX^e siècle vantent les bienfaits pour la santé de crèmes régénératrices au radium, d'eaux minérales radioactives ou de « sodas atomiques ».

Puis l'image du nucléaire va être ternie par son utilisation militaire : l'explosion de deux bombes atomiques au-dessus des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, en 1945, et la crainte d'un nouveau conflit mondial qui, cette fois, détruirait l'humanité.

Progressivement il est devenu objet de polémique dans les années 1970. Les dangers liés au combustible utilisé dans les centrales nucléaires ont été dénoncés au travers de mobilisations sur les sites concernés par ce type de projets. Les opposants ont développé différents arguments : de la remise en cause d'une décision politique jugée antidémocratique (le « tout nucléaire » en 1974) à la question des déchets produits par les installations et de leur traitement. Enfin, les accidents de Tchernobyl, en 1986, et de Fukushima, en 2011, ont largement relancé les débats sur les dangers de la radioactivité et ont donné corps à la possibilité de survenue d'un accident nucléaire.

D'une mobilisation à l'autre

Parmi les mobilisations qui voient le jour dans l'après mai-68 (revendications régionalistes, féministes, autogestionnaires, etc.), le mouvement antinucléaire occupe une place spécifique. Rapidement, les chercheurs en SHS l'appréhenderont comme un « nouveau mouvement social », considérant que les conflits sociaux n'opposent plus les travailleurs à leurs patrons, mais des collectifs à des appareils. Ils y verront les prémisses d'une nouvelle pratique de la démocratie propre à la société postindustrielle ou un élément fondateur d'un mouvement écologiste, proche de l'écologie politique.

Cette opposition au nucléaire a évolué. Les formes d'actions militantes se sont transformées, passant des occupations de sites à l'utilisation des médias. À l'heure de la globalisation, les militants peinent à engager une action transnationale, en raison de leur attachement à leurs contextes politiques nationaux respectifs et de leur adhésion à des organisations plus ou moins institutionnalisées [2]. Cependant, un certain nombre de questions continuent d'être discutées, notamment celle de la gestion à long terme des déchets qui renvoie à des échelles de temps inhabituelles, un temps long qui implique les générations futures. Dans cette perspective, le site d'enfouissement des déchets à vie longue, en couche

>>>



géologique profonde, de Bure en Meuse et Haute-Marne, continue d'animer le débat, de par la contestation qu'il suscite mais aussi en raison des politiques publiques qui voient le jour dans un contexte de grande incertitude technique^(b). Le vieillissement des centrales et la fermeture de certains sites nucléaires alimentent également la polémique.

Ces mobilisations ont souvent mis en exergue un monde du nucléaire scindé en deux camps inconciliables : ceux qui sont favorables au nucléaire et ceux qui s'y opposent. Or, les acteurs concernés par cette source d'énergie sont multiples : experts des institutions et des organisations nucléaires, techniciens responsables de sa mise en œuvre ou militants, acteurs engagés, citoyens, etc. Chacun à sa manière participe de la situation du nucléaire en France.

Vivre à proximité d'une centrale

Au niveau local, l'accueil des implantations nucléaires s'est déroulé de manière contrastée selon des contextes socio-historiques spécifiques. À Plogoff^(c), les revendications et les actions portées par de nombreux habitants du village (alliés à d'autres) ont fait de ce site un symbole de la lutte antinucléaire. À Golfech, l'une des centrales les plus récentes, cette lutte s'est déroulée plus sereinement. Mais le refus ou l'acceptation d'un tel projet ne rendent pas compte de la diversité des conceptions. Les propos recueillis montrent que la mobilisation n'est pas la seule manière d'exprimer son refus, que ce refus peut se limiter au périmètre communal, que les conséquences d'une installation de ce type dépassent le simple aspect technique ou les dangers débattus, etc.

L'absence de discours sur le nucléaire et ses dangers est la seule constante présente sur les différents sites. Ce silence des populations^(d) a été interprété différemment selon les équipements considérés et les préoccupations des auteurs. Françoise Zonabend [3] a enquêté à La Hague (Manche), où se situe une usine de retraitement des déchets. Cette anthropologue s'est attachée à analyser les stratégies et tactiques langagières utilisées quotidiennement à la Hague pour mettre à distance ce qu'elle définit comme : « une menace admise et connue par tous » et voit dans ce silence une marque de déni entourant la peur du nucléaire.

On retrouve ce silence chez les habitants de Braud-et-Saint-Louis [4], village d'implantation de la centrale nucléaire du Blayais (Gironde). Ils identifient cette implantation non à celle d'un équipement à la technologie sophistiquée et controversée, mais à celle d'une mono-industrie en milieu rural, causant des changements dans leur environnement familial ; le risque nucléaire est hiérarchisé parmi d'autres. Les habitants énoncent deux discours distincts, tenus par deux groupes de locuteurs socialement différents. Les « Déçus » sont des agriculteurs, sans grand avenir professionnel dans le secteur. Ils expriment leur frustration relative, considérant qu'ils n'ont pas tiré de cette implantation des avantages qui compenseraient les bouleversements survenus dans leur quotidien. Les « Entrepreneurs », eux, sont conseillers municipaux et disposent d'exploitations viables. Ils soulignent la splendeur nouvelle de la commune et mettent en avant les réalisations (piscine, salle polyvalente, courts de tennis, etc.) permises par cette implantation et la manne financière qui l'accompagne. Ces deux discours relèvent de revendications territoriales et de processus identitaires différents. Les « Déçus » revendiquent cette appartenance qui, même négativement connotée^(e), leur confère une identité (la seule dont ils disposent) et leur octroie un droit sur le territoire. Les « Entrepreneurs » tentent par tous les moyens d'échapper à l'image initialement dévalorisée de celui-ci – constitué en partie de marais généralement jugés répulsifs et insalubres –, et utilisent les nouvelles réalisations communales, dont ils sont les instigateurs, pour accéder à une reconnaissance sociale dont ils ont été privés jusque-là.

Jeux d'acteurs dans la concertation

Cette disparité dans les manières de concevoir une implantation nucléaire et la méconnaissance que nous en avons pour la plupart des sites nucléaires en France, expliquent en partie les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit pour les organismes qui en ont la charge (Autorité de sûreté nucléaire, Commission locale d'information, etc.) de dispenser de l'information nucléaire, dont s'empareront les populations, ou de mettre en œuvre de la concertation. Les populations y sont conçues comme un auditoire homogène

et cette conception ignore la diversité des points de vue [5]. Ces instances souhaitent esquiver la dichotomie « pro » / « anti ». Deux arguments sont évoqués par leurs dirigeants pour expliquer cette difficulté de dialogue : le manque de connaissance technique des populations et leur désintérêt total pour la question du nucléaire. On comprend mieux alors pourquoi, dans les différentes procédures de débat public [6], le public est cantonné à un simple rôle d'auditoire [7] et pourquoi dans les instances de concertation, les nouveaux entrants : associatifs, experts indépendants et représentants des territoires, se voient rarement accorder une place centrale en matière de gestion de la sûreté [8]. ■

Références

1. G. Hecht, *Le rayonnement de la France*, La Découverte, Paris (2004).
2. E. Rivat, *La transnationalisation de la cause antinucléaire en Europe*, thèse de doctorat, Univ. de Bordeaux IV (2013).
3. F. Zonabend, *La presque île au nucléaire. Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima... et après ?*, La Découverte, Paris (2014).
4. F. Lafaye, *Une centrale pas très... nucléaire*, thèse de doctorat, Univ. de Paris X-Nanterre (1994).
5. F. Lafaye, dans M.-G. Suraud, M.-P. Blin et G. de Tersac (eds.), *Risques industriels : quelle ouverture publique ?*, Octarès Editions, Le travail en débat, (2009).
6. www.debatpublic.fr
7. E. Ballan et al., dans M. Revel, et al. (dir.), *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, La Découverte, Recherches (2007).
8. G. Grandazzi dans Suraud et al., op. cit.

a. Voir dans ce dossier l'article de H. Bercegol (p. 34).

b. Les avis des experts divergent sur la solution retenue, ce qui fera dire à l'ex-ministre Nicolas Hulot qu'elle est « la moins mauvaise solution ».

c. Ce projet de centrale a été abandonné en 1981.

d. Analyser un silence constitue un véritable défi pour les ethnologues.

e. La commune de Braud-et-Saint Louis se caractérise par un écosystème constitué de deux biotopes complémentaires, le marais et la « terre ferme », une histoire marquée par une grande opération capitalistique (l'assèchement du marais au XVII^e siècle) et par une identité sociale de ses habitants, fortement dépendante d'une immigration originelle qui fait des habitants, des Gabayes, des étrangers en terre gasconne.